ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

équilibre financier

Question écrite n° 15233

Texte de la question

M. André Vézinhet attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports sur les conséquences de la mise en place des nouvelles franchises médicales sur les malades en affection longue durée (ALD). Bien que bénéficiant pour la plupart d'une prise en charge à 100 % par l'assurance maladie, ils ne seront pas exonérés de ces franchises plafonnées à 50 euros, qui vont s'ajouter à une liste de plus en plus longue de contributions : forfait hospitalier, forfait de 1 euro par consultation, forfait de 18 euros sur les actes hospitaliers. Il lui rappelle que ces malades vivent déjà au quotidien des difficultés économiques et sociales, en raison de la spécificité des maladies chroniques qui sont très pénalisantes : évolutivité, effets secondaires des traitements, exclusion, discrimination, réduction du temps de travail, dépendance. Il insiste sur le fait que leur situation financière et professionnelle ne permet pas, à beaucoup d'entre eux, d'accéder à une mutuelle complémentaire et nombreux sont ceux qui perçoivent pour unique revenu les 621 euros mensuels de l'allocation adulte handicapé. Dans ces conditions, il lui demande, rappelant le principe de solidarité de l'assurance maladie, comment le Gouvernement entend prendre en considération la situation de ces patients.

Texte de la réponse

Les progrès médicaux de ces dernières années ont permis une amélioration constante de l'espérance de vie des Français. Mais, parallèlement, les malades atteints d'alzheimer ou du cancer voient leur nombre croître, et les besoins en termes de soins palliatifs sont plus importants. Il faut donc assurer le financement de ces besoins nouveaux et, dans le même temps, agir pour prévenir la dérive des comptes de l'assurance maladie. Les franchises visent à répondre à cette double exigence. Elles permettent, en effet, de dégager des recettes nouvelles pour progresser dans la prise en charge et la recherche sur ces maladies et pour développer les soins palliatifs, mais également de faire preuve de responsabilité en évitant de reporter la charge de ce financement sur les générations futures et, ainsi, de maintenir un système solidaire. Le décret d'application des franchises apporte toutefois toutes les garanties nécessaires pour préserver les principes fondamentaux de notre système de santé. Pour tenir compte de la situation des plus modestes, il a été prévu d'exonérer du paiement de la franchise les bénéficiaires de la CMU, les enfants mineurs jusqu'à leur majorité ainsi que les femmes enceintes, soit quinze millions de nos concitoyens. Les patients atteints d'une affection de longue durée et les titulaires d'une rente accident du travail maladies professionnelles continueront de bénéficier d'une prise en charge très élevée. En outre, le prélèvement par assuré est plafonné à 50 euros par an afin de ne pas pénaliser les plus malades. Des règles particulières ont également été prises afin que soit bien respectée l'égalité de tous devant les soins : le montant maximum journalier dû au titre de la franchise est de 2 euros pour les actes des auxiliaires médicaux et de 4 euros pour les transports. Cette règle s'applique par bénéficiaire, quel que soit le nombre de professionnels intervenant pour les actes d'auxiliaires médicaux, d'une part, et pour les transports, d'autre part ; le montant des franchises ne pourra être supérieur au montant du remboursement versé par l'assurance maladie à l'assuré : un mécanisme d'écrêtement de la franchise est prévu. Le cas échéant, le montant maximum de la franchise qu'aura à payer l'assuré ne pourra dépasser le montant de son remboursement ; les ayants droit mineurs continueront d'être exonérés des franchises l'année de leur majorité, afin d'éviter de créer des effets de

seuil en cours d'année ; en ce qui concerne les hôpitaux, le paiement de la franchise sur les médicaments rétrocédés s'effectuera par ligne générique, puisque ces établissements ne délivrent pas de médicaments.

Données clés

Auteur : M. André Vézinhet
Circonscription : Hérault (2e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 15233
Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités
Ministère interrogé : Santé, jeunesse et sports
Ministère attributaire : Santé, jeunesse et sports

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 janvier 2008, page 699
Réponse publiée le : 25 mars 2008, page 2705